

mande qu'elle soit étudiée avec toute l'attention qui convient.

Nomenclatures nationales

Avant la création de la Commission nationale pour la normalisation des noms géographiques, l'établissement de nomenclatures nationales relevait de différents départements ministériels et n'obéissait pas à une méthodologie arrêtée. Cette situation est appelée à changer en raison du rôle de coordination et d'encadrement que la Commission nationale peut jouer dans ce domaine.

L'exemple de nomenclature que l'on peut mentionner dans ce rapport est le code géographique, établi par le Ministère du plan, et l'organisation administrative du royaume, établie par le Ministère de l'intérieur.

Le Royaume du Maroc est divisé en 39 provinces et 6 préfectures. Ces provinces et préfectures se divisent en cercles, eux-mêmes divisés en communes urbaines et rurales.

Chaque commune porte un nom qui fait l'objet d'une loi (*dahir*) en arabe et en caractères latins.

On se réfère à la définition du terme "exonyme" et à la recommandation de la deuxième Conférence qui en précise l'interprétation. D'importants efforts ont été, en effet, déployés afin de substituer aux noms géographiques

étrangers au patrimoine national des toponymes nationaux adéquats par exemple, pour Petitjean : Sidi-Kacem; pour Port-Lyautey : Kenitra; pour Marchand : Rommani; pour Louis-Gentil : Youssoufia.

Ainsi la décolonisation a conduit tout naturellement à l'abandon de plusieurs noms géographiques étrangers et à la réhabilitation de l'usage des noms authentiques.

A l'échelle internationale

La Commission nationale a collaboré à l'établissement de la version arabe de la liste des pays du monde. Cette liste, qui mentionne pour chaque pays la forme courte (nom simple) et la forme longue (appellation officielle), a été dressée en français et en arabe avec translittération de la version arabe en caractères latins.

Les règles de romanisation sont celles proposées par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et la science et adoptées pour ce travail par la Commission nationale.

Pour recueillir l'avis des différents pays arabes sur cette liste, la Commission a contacté chaque pays par écrit, lui soumettant pour avis les formes d'appellations proposées pour son pays ainsi que la façon de l'orthographier. Les réponses reçues permettront de mettre au point la liste en question.

REPORT PRESENTED BY NEW ZEALAND*

HISTORIQUE

En 1924, le Ministre des domaines de l'époque avait approuvé la création d'un conseil chargé de statuer sur les questions relatives aux noms de lieux et de détails géographiques situés en Nouvelle-Zélande. Ce conseil, connu alors sous le nom de Honorary Geographic Board, ne disposait pas des pouvoirs nécessaires pour appliquer les décisions qu'il prenait et n'avait qu'une capacité consultative jusqu'en 1946 lorsque la loi portant création du Conseil géographique de la Nouvelle-Zélande (New Zealand Geographic Board Act) a été promulguée.

Cette loi prévoyait la mise en place d'un conseil qui aurait pour fonction d'attribuer les noms géographiques ou de les modifier et cela pour tout bien en Nouvelle-Zélande, le terme "bien" désignant en général tout village, ville, établissement particulier, mine d'or, secteur minier, zone terrestre ou autre secteur, tout endroit ou localité, quels qu'ils soient, chemin de fer, gare, bureau de poste, montagne, pic, colline, col, vallée, vallon, forêt, lagune, marée, ruisseau, cours d'eau, gué, lac, baie, port ou tout autre détail naturel, quel qu'il soit.

Cette loi stipulait également que le Conseil serait composé de membres choisis dans certaines catégories de la collectivité et répartis comme suit :

Le Directeur du service cartographique au Département des domaines et du cadastre, président;

Deux personnes représentant le peuple maori;

Une personne représentant la New Zealand Geographical Society;

Une personne représentant les Federated Mountain Clubs of New Zealand;

Deux personnes nommées sur recommandation du Ministre des domaines. Tous ces membres, à l'exception du Directeur du service cartographique, sont nommés pour une période de trois ans.

Il est à noter que les deux dernières personnes mentionnées sont normalement le Secrétaire aux affaires intérieures (en raison des rapports qu'il entretient avec toutes les autorités territoriales) et une personne dont la connaissance des régions les plus reculées du pays est notoire.

Le Conseil exerce les fonctions générales suivantes :

a) Il adopte les règles d'orthographe et de nomenclature applicables aux noms géographiques en Nouvelle-Zélande;

b) Il examine les cas de transcription douteuse des noms de lieux en Nouvelle-Zélande et détermine l'antériorité de la découverte de tout détail géographique;

c) Il enquête sur l'antériorité de la découverte de tout détail géographique et la détermine;

d) Il rassemble les noms de lieux maoris originels afin de les enregistrer sur les cartes officielles;

e) Il détermine les noms étrangers figurant sur les cartes officielles qui devraient être remplacés par des noms maoris ou britanniques;

* The original text of this report was issued as document E/CONF.74/L.121.

f) Sous réserve des dispositions de la loi, il enquête sur toute proposition de modification d'un nom de lieu et statue sur cette proposition;

g) Il effectue des recherches et formule des recommandations sur toute question qui lui est soumise par le Ministre des domaines.

SITUATION ACTUELLE

Au cours des années, le Conseil, en liaison avec la Division des domaines et de la cartographie, a tenu et, le cas échéant, mis à jour une liste type d'instructions pour la normalisation des noms de lieux et de détails. Ces instructions n'ont toutefois jamais été appliquées avec rigueur car on s'attachait surtout à achever la série topographique de la Nouvelle-Zélande à l'échelle d'un pouce pour un mile. Avec l'achèvement de cette série en 1976 et sa conversion en une série topographique au 1/50 000 utilisant le système métrique, on a considéré que c'était là une occasion idéale pour entreprendre la normalisation complète des noms géographiques.

On estime que pour établir et imprimer quelque 350 feuilles topographiques à l'échelle du 1/50 000, il faudrait peut-être prévoir jusqu'à 15 ans; la première feuille ayant été achevée en 1977, ce programme est donc bien avancé. Au début de 1978, le Conseil a publié les instructions suivantes :

a) Tous les noms actuellement utilisés dans la série des cartes à l'échelle d'un pouce pour un mile doivent être vérifiés aussi précisément que possible avant d'être

reportés sur la nouvelle série au 1/50 000. S'il y a des doutes en ce qui concerne la validité, l'orthographe ou la forme, la question doit être soumise au Conseil;

b) Tous les nouveaux noms découverts à la suite des vérifications sur le terrain doivent être soumis au Conseil aux fins d'approbation et d'inclusion dans les nomenclatures;

c) Chaque fois qu'une carte est dressée, un exemplaire sur lequel figurent tous les noms doit être soumis au Conseil pour examen avant l'impression. A ce stade, le Conseil vérifie sur la carte tous les aspects de la toponymie et demande qu'il soit procédé à toutes les modifications nécessaires aux fins de la normalisation.

A ce jour, 63 cartes dans la série topographique au 1/50 000 ont été imprimées en cinq ans et toutes ont été dressées conformément aux instructions ci-dessus. Bien que ces cartes portent sur des secteurs peuplés de longue date, où les appellations sont donc supposées bien établies, quelque 350 noms ont dû être modifiés conformément aux objectifs du Conseil.

ACTION FUTURE

Lorsque la conversion des cartes commencera à toucher de plus en plus de zones rurales, il faudra s'attendre à davantage de modifications de noms. Pour cette raison, le Conseil procède chaque année à un réexamen de ses procédures afin de s'assurer que ses travaux gardent le même niveau de précision.

*
* *

ANTECEDENTES

En 1924, el entonces Ministro de Tierras aprobó la formación de una Junta para que dictaminara sobre cuestiones relativas a nombres de lugares y accidentes en Nueva Zelandia. Esta Junta, conocida como la Junta Geográfica Honoraria, carecía de las facultades necesarias para aplicar sus decisiones y sólo actuaba en calidad consultiva hasta 1946, cuando se promulgó la New Zealand Geographic Board Act.

Dicha ley dispuso la instauración de una Junta cuya función era asignar nombres geográficos o alterar los nombres geográficos de cualquier lugar en Nueva Zelandia. El término "lugar" significaba en general cualquier ciudad, aldea, asentamiento especial, yacimiento aurífero, distrito minero, zona de asentamientos u otro distrito, un lugar o localidad de cualquier género, ferrocarril o estación ferroviaria, oficina de correos, montaña, pico, cerro, paso, valle, hoyo, bosque, laguna, pantano, arroyo, río, vado, lago, bahía, puerto o cualquier otro accidente natural.

La ley disponía también que los miembros debían designarse entre ciertos sectores de la comunidad, a saber:

a) El Director General del Departamento de Tierras y Levantamientos Topográficos, que actuaría en calidad de Presidente;

b) Dos representantes del pueblo maorí;

c) Un representante de la Sociedad Geográfica de Nueva Zelandia;

d) Un representante de la Federación de Clubes de Alpinismo de Nueva Zelandia;

e) Dos miembros que serían nombrados por recomendación del Ministerio de Tierras;

Todos los miembros, con excepción del Director General, son nombrados por un período de tres años.

Cabe notar que las dos personas consideradas en el rubro e) suelen comprender al Secretario del Interior (debido a sus conexiones con todas las autoridades territoriales) y a una persona conocida por sus relaciones con las zonas más remotas del país.

Las funciones generales de la Junta Geográfica de Nueva Zelandia son:

a) Adoptar reglas de ortografía y nomenclatura con respecto a nombres geográficos en Nueva Zelandia;

b) Examinar casos de ortografía dudosa de topónimos en Nueva Zelandia y determinar la prioridad del descubrimiento de cualquier accidente geográfico;

c) Investigar y determinar la prioridad del descubrimiento de cualquier accidente geográfico;

d) Reunir topónimos maoríes originales para que consten en mapas oficiales;

e) Determinar qué nombres extranjeros que aparecen en mapas oficiales deben sustituirse por nombres maoríes o británicos;

f) Con reserva a lo dispuesto en la ley, investigar y determinar cualquier alteración propuesta de un topónimo;

g) Realizar consultas y formular recomendaciones sobre cualquier asunto que remita a la Junta del Ministerio de Tierras.

SITUACIÓN ACTUAL

La Junta, en colaboración con la División de Tierras y Levantamientos Topográficos, a lo largo de los años ha mantenido y actualizado, según fuese necesario, una serie normalizada de instrucciones para la normalización de topónimos y nombres de accidentes. No obstante, nunca se han acatado estrictamente dichas instrucciones, ya que se hacía hincapié en concluir la serie topográfica de Nueva Zelanda a escala de una pulgada por milla. La terminación de esta serie en 1976 y la conversión de una Serie Topográfica Métrica a escala de 1:50.000 se consideró oportunidad ideal para proceder a la normalización completa de los nombres geográficos.

Se prevé que la confección e impresión de cerca de 350 hojas topográficas a escala de 1:50.000 podría requerir hasta 15 años y, habiéndose concluido la primera hoja en 1977, el programa está bastante avanzado. La Junta expidió las siguientes instrucciones a principios de 1978:

a) Todos los nombres actualmente en uso en la serie a escala de una pulgada por milla se verificarán con el mayor

esmero posible antes de transferirse a la nueva serie a escala de 1:50.000. Cuando existan dudas sobre la validez, la ortografía o la morfología de los nombres, la cuestión se remitirá a la Junta;

b) Todos los nuevos nombres que aparezcan como resultado de verificaciones en terreno deben remitirse a la Junta para que los apruebe y los oficialice;

c) Una vez que haya concluido la confección de cada mapa, se remitirá a la Junta una copia de éste en que se indiquen todos los nombres para que la Junta la examine antes de la impresión. En esta etapa, la Junta verificará el mapa en lo referente a los diversos aspectos de la nomenclatura y solicitará cualesquiera cambios que sean necesarios para concluir la normalización.

Hasta la fecha se han impreso mapas de la Serie Topográfica a escala de 1:50.000 en un período de cinco años, y en cada caso se ha cumplido con las instrucciones mencionadas. Aunque las zonas cartografiadas estudiadas han sido las que han estado habitadas de larga data y, por consiguiente, donde cabría esperar que la nomenclatura estuviese bien establecida, en su mayor parte, se han cambiado cerca de 350 nombres para adecuarse a los objetivos de la Junta Geográfica.

ACCIÓN FUTURA

Se prevé que habrá mayores cambios cuando la conversión de los mapas llegue a las zonas rurales. Con este objeto, la Junta realiza un examen anual de sus procedimientos para garantizar que su labor se mantenga a un nivel de calidad constante.

*
* *

BACKGROUND

In 1924, the then Minister of Lands approved the formation of a Board to adjudicate on questions concerning place and feature names within New Zealand. This Board, known as the Honorary Geographic Board, lacked the necessary power to implement its decisions and acted in an advisory capacity only until 1946 when the New Zealand Geographic Board Act was passed.

The Act made provision for the setting up of a Board whose function was to assign a geographic name or alter a geographic name of any place in New Zealand. The term "place", meaning in general any town, village, special settlement, gold field or mining district; any land area or other district; any locality, such as a railway station or post office; mountain, peak, hill, pass, valley, glen, forest, lagoon, swamp, creek, river stream, ford, lake, bay, harbour or any other natural feature whatsoever.

The Act also made provision for the members to be appointed from certain areas of the community. These are:

The Surveyor-General of the Department of Lands and Survey to be Chairman;

Two persons to be representatives of the Maori People;

One person to be a representative of the New Zealand Geographical Society;

One person to be a representative of the Federated Mountain Clubs of New Zealand;

Two persons to be appointed on the recommendation of the Minister of Lands.

All members, with the exception of the Surveyor-General, are appointed for a three-year term.

It should be noted that the two persons last mentioned on the list normally comprised the Secretary of Internal Affairs (because of his affiliations with all territorial authorities) and a person known for his connections with the remoter areas of the country.

The general functions of the New Zealand Geographic Board are:

(a) To adopt rules of orthography and nomenclature in respect of geographic names in New Zealand;

(b) To examine cases of doubtful spelling of place-names and determine the priority of the discovery of any geographic features;

(c) To investigate and determine the priority of the discovery of any geographic feature;

(d) To collect original Maori place-names for recording on official maps;

(e) To determine what foreign names appearing on official maps should be replaced by Maori or British names;

(f) Subject to the provisions of the Act, to investigate and determine any proposed alteration of a place-name;

(g) To make inquiries and recommendations on any matter referred to the Board by the Minister of Lands.

CURRENT SITUATION

The Board in conjunction with the Lands and Survey Mapping Division has over the years maintained and updated, as necessary, a standard set of instructions for place and feature name standardization. This has however never been rigidly enforced, as the emphasis has been on completing the inch-to-the-mile topographical series of New Zealand. The completion of this series in 1976 and the conversion to a 1:50,000 (metric) topographical series was seen as an ideal opportunity to move towards a complete standardization of geographical names.

It is anticipated that the drawing and printing of some 350 topographical sheets, at the 1:50,000 scale, could take up to 15 years, and with the first sheet completed in 1977 the programme is well under way. The Board issued the following instructions early in 1978.

(a) All names currently in use on the inch-to-a-mile series are to be checked as thoroughly as possible before

being transferred to the new 1:50,000 series. Where doubt exists on the validity, spelling or form, the matter is to be referred to the Board;

(b) All new names found as a result of field checks should be referred to the Board for approval and gazetting;

(c) Once drawing has been completed, a copy of the map showing all names should be referred to the Board for consideration prior to printing. At this stage the Board checks the map for the various aspects of naming and requests any changes that are necessary to achieve standardization.

To date, in a five-year period, 63 topographical series maps at the 1:50,000 scale have been printed, and in each case the above instructions have been observed. Although the areas mapped have been those where settlement has been long established and hence where most naming would be expected to be well established, some 350 names have been changed to conform with the Geographic Board objectives.

FUTURE ACTION

It is expected that once the conversion of the mapping moves more into the rural areas the changes will increase. To this end the Board undertakes a yearly review of its procedures to ensure that the standard of its work is constantly maintained.

REPORT PRESENTED BY NIGERIA*

There is not yet a statutory body charged with responsibility for the standardization of geographical names in Nigeria. The work of standardization of place-names is, as before, being carried out by a National Committee on Standardization of Place-Names, which comprises the Director of Federal Surveys as Chairman, the State Surveyors-General and representatives of other federal government ministries, departments and agencies as members. In addition to the National Committee, there is a State Committee under the chairmanship of the State Surveyors-General which carries out standardization of place-names in each of the 19 states of the Federation. At each state level, the members are drawn from the local government councils, state education authorities, and state organizations for the promotion and encouragement of local languages and cultures.

In Nigeria, the National Survey organization is, by an administrative arrangement, responsible for the basic topographical mapping of the country. In addition to the efforts of the State Survey organizations, however, it carries out large-scale township mapping. The basic topographical mapping of the country had been at the scale of 1:50,000, and at this scale, about 96 per cent of the country had been covered with maps. The federal Government had in 1975 decided upon the mapping of the country at the scale of 1:25,000, and work on this scale is virtually just

commencing. With the creation of more states, and the take-over by civilians of the administration of the country and its component states, there has been a remarkable upsurge in the demand for and commissioning of large-scale township mapping projects. Besides, there are myriads of other projects which require the production of maps at other scales different from those of conventional mapping. Thus there has always been and there is still a great deal of work to do in Nigeria with regard to standardization of geographical names.

The collection of place-names and consequently their standardization at the National Committee level have as their basis the 1:50,000 map series. As soon as the 1:25,000 map series begins to be published, there will be new and greater dimensions to the work of standardization of place-names. Currently, names for this series of maps are collected from the field by surveyors, assisted by local persons with a good personal knowledge of the names of places and features of their areas which are to be indicated on the maps, and of the local languages and dialects spoken in the areas of such places and features. The names so collected are first forwarded to the appropriate local government councils for vetting and thereafter to the appropriate committees for authentication before they are accepted for entries into maps.

Many languages are spoken in Nigeria, among which the three principal ones are Hausa, Igbo and Yoruba. In all, there are not less than 400 languages in Nigeria, very many of which are not written. The official language in

* The original text of this report, prepared by O. Adebekun, Director of Federal Surveys, Federal Ministry of Works, Lagos, was issued as document E/CONF.74/L.115.